

# Expertise France

Des savoir-faire en commun

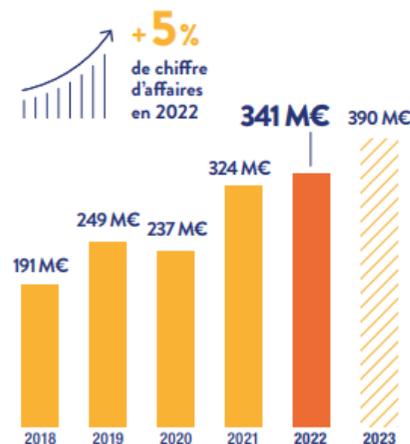
# Notre Agence

## PLUS DE 60% DE NOTRE ACTIVITÉ EN AFRIQUE

Volume d'activité global



## Une croissance confirmée



**+ de 380** projets en cours  
(172 nouveaux projets signés en 2022)

**220** ETI déployés  
(+ 50 % en 2022)

**145** pays d'intervention dans le monde

**100 000** jours-hommes d'expertise mobilisée

**20** projets à vocation catalytique pour lutter contre les pandémies et renforcer les systèmes de santé financés via L'Initiative

## Des bailleurs diversifiés



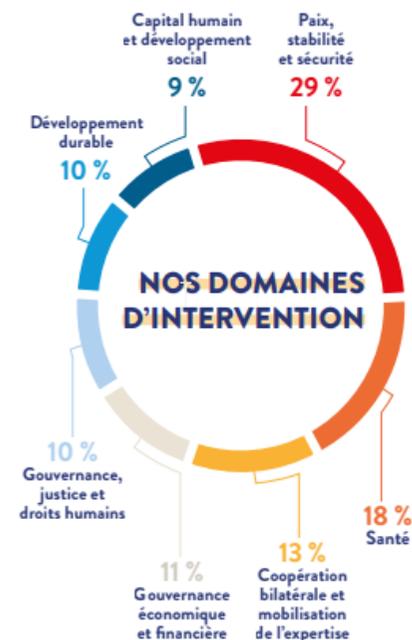
## Nos équipes



**625** collaborateurs au siège



**1 000** intervenants sur le terrain





### De nouvelles thématiques...

- Le pôle investit de nouvelles thématiques ce qui souligne l'engagement de l'Agence pour appuyer ses partenaires en matière de planification urbaine, d'accessibilité aux services urbains et de réalisation d'investissements, mais également en matière d'économie circulaire et de consommation et production durable.
- A ce jour, le pôle compte 12 collaborateurs au siège and 10 équipes projets sur le terrain.

### ...avec une croissance rapide!

- Le pôle met en œuvre 9 projets en Afrique sub-saharienne (Cameroun, Togo, Ghana, RD Congo), dans les Caraïbes (Haïti), en Asie (Sri Lanka, ASEAN) et dans l'Océan indien (Maurice) ; la plupart sur financements européens (50m€).
- D'autres projets sont en développement (35m€), sur des sujets comme la mobilité (Rep dominicaine), l'accès à l'eau potable et l'assainissement (Pérou), l'économie circulaire et la lutte contre les pollutions notamment celle causé par le plastique (Maurice, Angola).



# Notre engagement envers des villes durables et inclusives



## Renforcer les capacités des autorités locales...

- structuration et renforcement des autorités locales, formation, plateforme de gestion des connaissances, échanges entre pairs
- modèles économiques des services urbains, mobilisation des ressources
- collecte et analyse des données urbaines
- décisions basées sur les preuves, outils d'aide à la décision

## ... pour des villes durables et inclusives,

- des politiques urbaines et des infrastructures sensibles au genre
- inclure les citoyens dans la gouvernance urbaine,
- une planification stratégique prenant en compte les enjeux climatiques et d'environnement (préservation de la biodiversité)

## ... en renforçant la planification urbaine,

- revue et amélioration du cadre réglementaire, contrôle de l'urbanisation,
- élaboration de documents d'urbanisme,
- plan d'investissement et outils d'aide à la décision (permis de construire, PGES)

## et en développant l'accès et la qualité des services urbains.

- Diagnostic, élaboration de master plan et de plan d'investissements (gestion des déchets, eau potable et assainissement, espace public, bâtiment public, mobilité, etc.)
- Utilisation des technologies numériques dans les services urbains,
- Modèles économiques des services, tarification des services

# Quelques projets en cours (1/4)...

## Urbayiti – Gouvernance urbaine et villes résilientes

Le programme Urbayiti appuie la concertation des institutions en charge de la planification et la gestion du territoire afin de promouvoir le développement économique et social et de contribuer à la résilience des populations.

Le programme Urbayiti intervient à trois niveaux :

- national pour des actions stratégiques, institutionnelles et normatives;
- Départemental pour des actions stratégiques, de formation et des études ;
- Local pour les infrastructures et services et des actions de renforcement des capacités, création d'emplois et ingénierie sociale.

Expertise France appuie la gestion urbaine au niveau local et la réalisation d'opérations d'aménagement urbain à travers l'appui aux mairies pour la réalisation d'étude de faisabilité le contrôle et le suivi des opérations d'aménagement : espaces publics, marchés et équipements, réhabilitation d'infrastructures de littoral. (espaces publics, commerce informel, etc.).



€15,43m



87 mois



UE

[Lire la fiche projet](#)



## Renforcement des services publics locaux de gestion des déchets et assainissement – GEDEC Togo

Le projet a pour objectif de :

- renforcer les capacités des collectivités territoriales en matière de gestion des déchets et assainissement dans les 5 communes chefs-lieux de région (Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong).
- améliorer la salubrité urbaine dans les villes ciblées.

La gestion des déchets ne pourra être pérenne qu'au moyen d'une rigueur financière du service et d'une stratégie pour son financement à travers la mobilisation de ressources diversifiées et concourant à la pérennisation des comptes publics territoriaux.

L'enjeu est d'appuyer la mise en place d'une filière réaliste, adaptée au contexte organisée dans chacune des Communes permettant une gestion des ordures ménagères et une gestion des boues de vidange efficace.



€4,2m



36 mois



UE

[Lire la fiche projet](#)



# Quelques projets en cours (2/4)...

## ECLAIRIVOIRE – Électrification rurale et Efficacité énergétique

Dans le cadre du programme d'appui au secteur énergie de la Côte d'Ivoire, ECLER IVOIRE vise à réduire les consommations énergétiques dans les bâtiments publics. Des travaux de réhabilitation énergétique d'une tour de la cité administrative du plateau à Abidjan ont été menés pour faire de ce bâtiment un modèle en matière d'efficacité énergétique et de gestion de l'énergie.

L'analyse des différents usages a permis d'identifier des solutions générant 30 à 40 % d'économie d'énergie afin d'atteindre une performance de 156 kWh/m<sup>2</sup>/an parmi lesquelles:

- la rénovation des systèmes énergétiques (climatisation-ventilation et éclairage) ;
- un système de supervision et de gestion de l'énergie automatisé ;
- l'installation de panneaux photovoltaïques ;
- le renforcement de l'isolation thermique en toitures et façades.

Les travaux se sont achevés en novembre 2023 avec un budget d'environ 2,3 M€.



€12m



70 mois



UE

[Lire la fiche projet](#)



## Villes durables au Ghana – Phase 1

Dans le cadre du programme UE-Ghana for pour des villes durables, Expertise France met en œuvre la phase 1 du projet Villes durables.

Le projet a pour objectif de renforcer les autorités ghanéennes au niveau national dans la création d'un Observatoire des villes (collecte et analyse des données).

Au niveau local, le projet renforcera 6 villes dans leurs capacités techniques à élaborer les plans d'urbanisme prenant en compte les questions de genre et de résilience, renforcer l'accessibilité aux services urbains d'eau potable et d'assainissement ainsi que la gestion des déchets solides et liquides. Enfin, le projet aura également des impacts sur l'amélioration de la qualité de vie des citoyens à travers un appui à la réalisation d'investissements (aménagement urbain).



€15.4m



52 mois



UE

[Lire la fiche projet](#)



# Quelques projets en cours (3/4)...

## Plateforme Urbaine au Cameroun

Expertise France développe une approche d'intervention partant du local vers le national afin d'améliorer les politiques publiques en matière d'aménagement du territoire pour des villes durables et inclusives.

### Renforcer les mécanismes de gestion du territoire et de planification urbaine :

- Animation d'une plateforme nationale des acteurs du développement urbain : échanges thématiques, élaboration d'outils et guides pratiques
- Réalisation d'une revue du cadre normatif
- Renforcement des compétences techniques des autorités locales en matière de planification urbaine et d'aménagement du territoire

### Renforcer l'accessibilité des données urbaines, incluant les enjeux d'inclusion et de résilience

- Création d'une base de données des documents de planification urbaine,
- Appui à la production et l'accessibilité des données territoriales



€4,9m



48 mois



UE

[Lire la fiche projet](#)



## Renforcement de la gestion urbaine dans le Lualaba – REGUL

Le projet de renforcement de la gestion urbaine dans le Lualaba vise à répondre à l'enjeu d'un développement durable et maîtrisé à l'échelle de la province du Lualaba et de sa capitale Kolwezi par le renforcement des capacités des administrations provinciales et municipales dans les domaines de l'aménagement du territoire et de la planification urbaine. Le projet ambitionne d'intervenir à trois niveaux complémentaires :

- Renforcer les capacités locales en matière de gestion urbaine ;
- Accompagner la planification stratégique de la province du Lualaba et de la ville de Kolwezi ;
- Contribuer à la réflexion nationale en matière de politique urbaine, en inscrivant le projet dans une logique de capitalisation à l'échelle du pays.

Le projet est conduit en étroite collaboration avec les autorités locales (Province du Lualaba et Ville de Kolwezi) qui sont à la fois les principaux partenaires et bénéficiaires du projet.



€1m



24 mois



UE

[Lire la fiche projet](#)



# Quelques projets en cours (4/4)...

## Air Quality Improvement Program In The ASEAN

AQIP is designed to support the ASEAN Member States (AMS) in their efforts to develop comprehensive public policies for improving air quality at the national and regional levels.

It will contribute towards: i) greater awareness of air quality issues; ii) better knowledge and monitoring of air quality in AMS territories; iii) strengthening of local capacities; iv) the preparation of guidelines, and recommendations tailored to ASEAN.

In the long run, it is expected to enhance measures that will help cities and urban areas in ASEAN to be environmentally sustainable, while meeting the social and economic needs of the people as aligned with ASEAN Working Group on Environmentally Sustainable Cities (AWGESC) Action Plan. Under AQIP, the 671.6 million inhabitants of ASEAN may benefit from improved air quality policy frameworks leading to less air pollution.

**BENEFICIARIES:** 10 ASEAN Member States  
*Philippines, Indonesia, Malaysia, Singapore, Thaïland, Brunei, Vietnam, Laos, Myanmar, Cambodia*



€2,5m



24 mois



AFD

[Lire la fiche projet](#)



## Soutien à la Convention des maires en Afrique subsaharienne (CoM SSA) – Phase III

Le soutien à la Convention des maires en Afrique subsaharienne vise à accompagner les villes signataires dans la planification et dans la mise en œuvre de leurs actions climat/énergie.

La troisième phase est composée de trois piliers d'action:

- Soutenir le développement et l'évaluation des PAAEDC
- Appuyer les investissements dans l'énergie durable et le climat
- Soutenir la coopération régionale, l'apprentissage et l'échange de connaissances

Au total, à travers ces trois piliers, il est prévu :

- accompagner 15 villes dans le développement ou l'amélioration de leur PAAEDC
- financer 16 projets avec le secteur privé, des banques et/ ou des institutions financières internationales
- Organiser 3 événements pour favoriser la coopération



€4.7m



52 mois



UE

[Lire la fiche projet](#)



# Focus sur les activités en matière d'Économie circulaire



## Axes prioritaires



### 1. Cadre institutionnel favorable

- Des lois et politiques publiques sont élaborées et mises en œuvre pour permettre l'application de l'EC;
- Les pays adhèrent aux traités internationaux/régionaux liés à l'économie circulaire et les transposent dans la législation nationale;
- Des filières REP sont mises en place;
- Le secteur informel est représenté dans les cadres de consultation et de construction de politiques publiques;
- Des cadres de concertation regroupent les différents acteurs concernés du secteur;
- Le cadre réglementaire attire des investissements durables et des changements de pratiques dans le secteur privé.

### 2. Mise en œuvre de l'Economie Circulaire sur les territoires

- Les acteurs publics sont sensibilisés aux principes de l'économie circulaire;
- Les réglementations et stratégies sectorielles sont mises en application au niveau local;
- Le service public en matière de gestion des déchets, de recyclage ou de réemploi est assuré sur tout le territoire;
- Les acteurs locaux sont intégrés dans les échanges stratégiques au niveau national;
- Les collectivités animent des dynamiques territoriales entre les acteurs pour davantage de partage et de collaboration et casser les silos.



# Economie Circulaire

## Axes prioritaires



Schéma de l'ADEME

### 3. Services développés et accessibles

- Les infrastructures existantes sont réaménagées pour répondre aux enjeux liés à l'économie circulaire;
- Les infrastructures et les services de gestion des déchets, de recyclage ou de réemploi sont développées;
- Des investissements sont réalisés pour développer les infrastructures et les services en matière de gestion des déchets, de recyclage et de réutilisation.

### 4. Intégration des principes de l'économie circulaire dans les systèmes de production

- Les entreprises connaissent le cadre légal et réglementaire relatif à l'économie circulaire;
- Les plateformes de coordination du secteur privé (chambres du commerce, coopératives...) sont des relais vers l'adaptation des systèmes de production;
- De nouvelles opportunités de partenariat public-privé se développent dans les domaines de la réduction, du réemploi et du recyclage;
- Les critères des institutions financières intègrent les principes de l'économie circulaire.

### 5. Evolution des modes de consommation

- Les citoyens sont sensibilisés sur les impacts néfastes de la surconsommation;
- Des initiatives citoyennes promeuvent des pratiques de consommation plus responsables;
- Les habitants appliquent les bons gestes en matière de gestion des déchets, de recyclage ou de réemploi;
- L'éducation à l'environnement est renforcée au niveau des écoles.

# Quelques projets en cours (1/2)...

## Rethinking Plastics – Des solutions circulaires pour les déchets marins

Le projet « Rethinking plastics » a pour objectif d'appuyer la transition vers une économie plus circulaire et la réduction des déchets plastiques et marins dans sept pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Six axes d'actions:

- Appuyer le dialogue de politique publique sur la production de plastique et la gestion des déchets (environnement, pêche, industrie) ;
- Améliorer la gestion des déchets plastiques (responsabilité étendue des producteurs, systèmes de consigne) ;
- Favoriser la consommation responsable et la production durable de plastique (éco-design, standards pour le plastique) ;
- Réduire les déchets plastiques provenant d'activités marines ;
- Renforcer les politiques d'achats verts ;
- Mettre en place des actions de sensibilisation sur les enjeux liés à la consommation de plastique et ses impacts sur l'environnement



€2m



36 mois



UE & BMZ

[Lire la fiche projet](#)



## Gestion durable des déchets de navires au sein de l'ASEAN

Le projet vise à renforcer la coopération au sein de l'ASEAN sur la gestion durable des déchets de navires à travers l'élaboration d'une stratégie régionale.

La mise en place d'un système harmonisé de gestion des déchets à l'échelle des 10 pays membres permettra de :

- harmoniser et renforcer les mesures prises contre la pollution marine ;
- soutenir la définition d'un cadre juridique commun facilitant la gestion des déchets de navires, la coopération et l'assistance mutuelle lorsque les rejets de déchets sont susceptibles d'affecter plusieurs pays.
- contribuer à la coopération internationale sur le transport maritime réglementé par MARPOL.



€0.5m



18 mois



AFD

[Lire la fiche projet](#)



# Quelques projets en cours (2/2)...

## Facilité européenne sur la politique verte au Sri Lanka

### Mise en place de politiques publiques inclusives et vertes

La Facilité soutiendra l'instauration d'un dialogue de politiques publiques pour une reprise économique et une transition vertes du pays. La promotion des volets externes du Green Deal européen fera partie intégrante de ce dialogue.

### Promouvoir une économie circulaire inclusive

La Facilité favorisera le dialogue entre les acteurs du marché européen et sri-lankais. Il encouragera et intégrera la mise en place de politiques de consommation et de production durables. Ces actions amélioreront le climat des affaires en contribuant à la réforme et à l'actualisation du cadre politique associé.

### Améliorer l'accessibilité et la disponibilité des financements verts et durables

La Facilité soutiendra l'opérationnalisation et la mise en œuvre du cadre politique et réglementaire de la finance durable.



€5m



48 mois



UE

[Lire la fiche projet](#)



## Med-In-Green – Path to Green Economies

L'objectif du projet MedInGreen est de contribuer à la transition vers une économie verte et circulaire dans le voisinage méridional en développant et renforçant les politiques publiques et le cadre réglementaire en la matière.

Ce projet encouragera des actions innovantes au niveau régional. L'échelle régionale du projet offre une opportunité d'harmonisation avec la législation de l'UE, de partager les meilleures pratiques et de tester de nouvelles actions innovantes.

9 pays : Maroc, Algérie, Tunisia, Libye, Egypte, Liban, Palestine, Jordanie, Israël



€4m



48 mois



UE

[Lire la fiche projet](#)



# Quelques projets en développement...

## Appui à l'association des Etats de l'Océan Indien

Le projet "IORA Phase 2" s'inscrit dans les priorités stratégiques de la France dans la région Indo-Pacifique, conformément aux priorités stratégiques exprimées par l'IORA.

Le projet se compose de deux composantes :

Une **composante organisationnelle** visant à renforcer les capacités opérationnelles et de gestion de projet du Secrétariat général de l'IORA, abordant les lacunes structurelles observées lors de la Phase 1 et s'alignant sur les ambitions de l'IORA à cet égard.

Une composante sectorielle visant à soutenir les efforts de l'IORA dans les domaines i) des **déchets marins** et ii) de la **réduction des risques de catastrophes**.



€3m



36 mois



AFD

## Circular – Sri Lanka

Dans le cadre du projet CIRCULAR, les activités qui seront mis en œuvre par Expertise France viseront à améliorer l'efficacité des modèles de production, de distribution et de consommation durables liés aux emballages alimentaires à usage unique.

Les résultats attendus sont les suivants :

- Sensibilisation accrue du grand public, des opérateurs économiques, des consommateurs et de la société civile aux incitations publiques, aux produits durables, aux solutions et services disponibles sur le marché.
- Les PME, start-ups, entreprises sociales et coopératives ont un accès accru aux services financiers et aux services de développement des entreprises (BDS) liés à des modèles et pratiques commerciales durables et sensibles au genre.



€3m



48 mois



UE



*« Des savoir-faire en commun »*

**Camille LE JEAN**  
Responsable de pôle  
Développement urbain et Economie circulaire

Département Développement durable

[www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr)

